

Libertés publiques

La liberté d'enseignement

Ce n'est plus une question qui fait débat aujourd'hui mais elle a fait débat entre 1830 et 1993. Si l'enseignement est libre, ça n'a pas toujours été le cas. Comment cohabitent aujourd'hui l'enseignement privé et l'enseignement public à travers le financement de l'état et des collectivités locales ?

Comment s'intègre le sujet dans l'histoire ? → problématique pour traiter le sujet à l'examen.

L'enseignement est perçu par l'Etat comme un enjeu essentiel. La liberté d'enseignement a fait l'objet de débats philo très importants.

3 conceptions :

1. l'enseignement doit être un monopole étatique car l'Etat est le seul apte à diffuser les valeurs de la République
2. l'Etat doit laisser le monopole au secteur privé pour préserver la tentation étatique de propager une idéologie officielle (idée libérale). 2 penseurs John Stuart Mill, philo et économiste britannique mort en 1873 et Condorcet : l'éducation publique doit se borner à l'instruction car l'éducation publique deviendrait contraire à l'indépendance des opinions.
3. prône une coexistence entre secteurs privés et publics : liberté des parents de choisir le type d'enseignement qu'ils préfèrent pour leurs enfants.

Histoire : sous l'AR, pas de liberté de l'enseignement, l'Etat contrôle l'enseignement scolaire et supérieur à travers les universités. Cette liberté n'est pas inscrite dans la DDHC. La liberté de l'enseignement apparaît comme une expression de la liberté de conscience, c'est aussi la manifestation de la liberté d'opinion et de communication : art 10 et 11 DDHC. Ainsi sous l'AR et jusqu'à la Révolution la liberté d'enseignement est l'illustration d'autres libertés jugées plus importantes. Arrive la Révolution qui est une période malheureuse, C^o1791 veut instaurer une instruction commune et crée ainsi un monopole étatique. Echec car Convention de 1793 va établir liberté d'enseignement dans le primaire, Directoire l'étend dans le secondaire : création d'écoles publiques et privées. Après la révolution le débat existe tjrs et Napoléon fait un retour en arrière avec le monopole de l'Etat : création de la grande université impériale sous le mode militaire. La restauration restaure l'enseignement privé.

Loi du 28 juin 1833 dite loi Guizot : affirme le principe de la liberté de l'enseignement primaire, les écoles privées sont tolérées.

Loi Falloux du 15 mars 1850 : étend la liberté de l'enseignement à l'enseignement secondaire. Cette loi prévoit également le financement public aux écoles privées qui ne pouvait pas dépasser 10%.

Loi Dupanloup 18 juillet 1875 : liberté d'enseignement dans le supérieur.

CI : la liberté de l'enseignement est acquise car elle est écrite dans la loi.

Mais paix scolaire pas acquise : loi Ferry 1881, et 1882 et loi de 1905 vont marquer de manière durable l'opposition entre les 2 écoles jusqu'aux années 90. Il suffirait de peu pour que la guerre scolaire reprenne. L'école a été et reste le lieu d'affrontement politique majeur.

Une grande loi va cadrer jusqu'à aujourd'hui l'enseignement : la loi Debré de 1959 : elle fixe les rapports entre l'Etat et l'enseignement privé.

Loi de décentralisation de 83 transfère les charges et les compétences des écoles, lycées, universités aux collectivités locales pour l'enseignement public et privé.

Décision CC 23 novembre 77 : le CC décide que le principe de la liberté d'enseignement est un des principes fondamentaux reconnus par les lois de la Rép et auxquels on a conféré valeur constit. Confirmation depuis en 84.

Alain Savary et Pierre Mauroy de l'éducation nationale voulaient mettre en œuvre un grand SP de l'éducation unifié et laïc. Pour certains c'était remettre en cause la liberté de l'enseignement. Il y a eu des grèves, ils ont démissionné.

2 ans plus tard en 1994, sous Balladur, Bayrou envisage une réforme de la loi Falloux qui limitait à 10% les subventions d'investissement susceptible d'être accordée aux coll locales aux écoles privées. Même conséquence : retrait du projet de loi.

DUDHC 1948 consacre liberté enseignement : le droit à l'éducation participe au renforcement de la protection des droits et des libertés. « Toute personne a droit à l'éducation, elle doit être gratuite, l'enseignement est obligatoire, l'enseignement technique doit être généralisé, l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite ». Art 2 protocole additionnel : « nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction, l'Etat dans l'ex des fonctions qu'il assumera dans le dom de l'éducation et de l'enseignement respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à l'éducation religieuse et philo ».

Section 1 : l'instruction est un droit et une obligation

§ 1 : Un droit

C'est un droit créance de l'individu sur l'Etat. Le P de 46 fait de l'organisation de l'enseignement public, gratuit, laïc et à tous les degrés un devoir de l'Etat. Ce droit est reconnu par le P de 46 qui garantit par la Nation l'accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle. Ce principe a donc valeur C°. Il est aussi reconnu par le protocole n°1 de la CEDH : « nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction ». Le droit à l'instruction acquiert donc une protection supranationale. Ce droit est reconnu aux enfants et aux adultes. La loi du 24 janvier 84 sur l'enseignement supérieur le reconnaît également pour la formation permanente dans les universités.

§ 2 : Une obligation

Les lois de 81 et 82 ont imposé la gratuité de l'enseignement (81), l'instruction est obligatoire pour les enfants de 6 à 11 ans (82). La loi Debré de 59 impose l'instruction jusqu'à 16 ans dans les 2 secteurs.

La fréquentation de l'établissement scolaire ne l'est pas, les parents peuvent donner l'instruction à leur enfant et il est possible de suivre un enseignement à distance. Ce droit à suivre un enseignement en dehors de l'établissement scolaire a été affirmé par la convention internationale des droits de l'enfant signé en 89 mais elle est méfiante envers l'instruction

dispensée en dehors de l'école car l'épanouissement de l'enfant est plus facile à acquérir quand il fréquente un établissement. Des sanctions sont prévues.

Section 2 : la liberté de l'enseignement public

2 grands principes C° régissent le principe de l'école pub et privée : c'est un devoir de l'Etat : organiser un enseignement public, laïc à tous les degrés, assurer la liberté de l'enseignement qui est PFRLR. L'établissement public doit être un lieu de liberté neutre et gratuit.

§ 1 : La neutralité de l'enseignement public

Jospin définissait la neutralité : c'est le refus des propagandes politiques, idéologiques et religieuses. Dans l'enseignement la neutralité s'appelle la laïcité = l'école ne privilégie aucune doctrine, elle transmet à l'élève des connaissances et des méthodes qui doivent lui permettre d'exercer librement ses choix, la neutralité est garanti par la loi Debré du 31 décembre 59 qui affirme que l'Etat assure aux enfants et aux ados dans les établissements pub la possibilité de recevoir un enseignement conforme à leurs aptitudes dans le respect de toutes leurs croyances. Au-delà de ce principe, C° de 58, art 1 : « la F est une rép indivisible, laïque, démocratique et sociale, elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion, elle respecte toutes les croyances. P de 46 impose à l'Etat d'organiser un enseignement laïc.

A – la neutralité pour les enseignants

Pour le primaire et le secondaire, avant les grandes lois de 1833 les ecclésiastiques n'avaient pas le droit d'enseigner. Une loi du 30 octobre 1886 Goblet : l'enseignement est confié à un personnel laïc. Une circulaire de Jospin de 89 a rappelé aux enseignants qu'il leur était interdit d'influencer les enfants par des prises de position idéologique ou religieuse. Mais la neutralité n'existe pas et chaque enseignant laisse transparaître les valeurs et principes auxquels il croit. D'ailleurs l'instruction civique a pour objet d'inculquer le minimum de valeurs éthiques et politiques que l'Etat juge indispensable à la vie sociale dans une démocratie. Si la neutralité est le refus des propagandes, ce n'est pas pour autant l'absence de valeurs.

Exception en Alsace Moselle : statut local qui dérive de la loi de Falloux et de la législation allemande de 1871 et 1874 : s'agissant des écoles primaires, l'exclusion de l'enseignement religieux remonte à la loi Ferry de 82. L'état a institué un jour de congé hebdo le jeudi puis le mercredi, qui devait permettre éventuellement aux parents de faire donner à leurs enfants un enseignement religieux en dehors des périodes et des locaux scolaires.

Dans le secondaire, l'exigence de la laïcité est moins stricte, existent en effet des aumôneries qui ont une existence légale. La situation aujourd'hui est la suivante : si les établissements possèdent un internat, la création d'une aumônerie est un droit, sinon il faut une autorisation administrative : la règle : ne pas entraver la pratique religieuse. Cela peut être à l'intérieur de l'établissement mais c'est à la charge des familles.

L'obligation de neutralité ne s'impose qu'au primaire et secondaire. Dans le supérieur les élèves peuvent mieux faire la part des choses. Ils peuvent porter un regard critique sur les opinions émises par les enseignants. Universitaires et chercheurs ont une grande liberté d'expression et la loi de 84 qui régit l'enseignement supérieur dit que les enseignants ont une pleine indépendance et entière liberté d'expression dans l'exercice de leur fonction d'enseignement et dans leurs activités de recherche sous les réserves que leur imposent les

principes d'objectivité. Le SP de l'enseignement supérieur est laïc et indépendant de toute emprise pol, éco, rel ou idéologique, il tend à l'objectivité du savoir, il respecte la diversité des opinions, il doit garantir à l'enseignement et à la recherche leur possibilité de libre développement scientifique, créateur et critique. L'indépendance des enseignants est considérée par le CC depuis 84 comme un PF à valeur C°. (20 janvier 84).

B – neutralité pour les élèves

Elle emporte des droits et des obligations.

Les droits : c'est le droit pour tout élève d'accéder à l'enseignement public indépendamment de ses idées de ses croyances etc...c'est aussi le droit d'acquérir des manuels scolaires, c le droit au respect de ses convictions tant de la part des enseignants que des autres élèves.

Les obligations : la liberté ne peut s'exercer au sein des établissements scolaires qu'à la condition de ne pas porter atteinte à la neutralité de l'enseignement public.

Un décret de 91 reconnaît aux lycéens la liberté d'association, la liberté d'expression et de réunion. Elle est subordonnée à l'intérieur des établissements au respect de la neutralité. Les associations lycéennes ne peuvent avoir un objet ou une activité de caractère politique ou religieux. Dans le cadre de l'enseignement supérieur les étudiants disposent d'une large liberté d'information, d'expression.

C – la difficile conciliation entre neutralité de l'enseignement public et libre exercice de la liberté religieuse (plus vraiment d'actualité aujourd'hui)

La neutralité de l'enseignement public ne signifie pas qu'on ne doit pas tenir compte des religions, l'enseignement public doit s'abstenir de prendre partie à l'égard des religions mais doit respecter les convictions religieuses des élèves.

Cette conciliation est délicate à réaliser, si l'on peut considérer comme résolu la question du respect de la liberté culturelle des élèves, en revanche, le problème de la question du port des signes d'appartenance religieuse dans les établissements publics demeure peu ou prou.

Un problème résolu : le respect de la liberté culturelle des élèves. Loi Debré confirme cette tradition en posant comme principe que l'Etat prend toute disponibilité pour assurer aux élèves de l'enseignement public la liberté des cultes et de l'instruction religieuse. Des autorisations d'absence doivent être accordées pour les fêtes juives et musulmanes à la condition que celles-ci ne perturbent pas l'enseignement et que cela soit compatible avec une scolarité normale. La liberté culturelle est donc convenablement garantie.

Le problème du port d'insignes religieux dans les établissements d'enseignement public : polémique du voile. Le port du voile montre une volonté d'affirmation d'une différence et une idée de la place des femmes dans la société. Les collégiennes voilées subissaient peut être des pressions de la part de leurs parents. Mais question du voile n'est qu'un des aspect que rencontrent les écoles du fait de pratiques religieuses : absentéisme, refus d'assister à certains enseignements et contestation du contenu des cours. L'école était un milieu protégé en 90, elle est devenue un lieu où s'expriment les tensions et les difficultés de notre société : les incivilités, la violence, les actes ou propos racisme, le prosélytisme en toute genre.

Est-ce que le port d'insignes peut atteindre le principe de neutralité ? Ce droit de porter un signe n'est évident que pour les étudiants dans l'enseignement supérieur puisque le port de signes est admis tant pour les étudiants que pour les enseignants. Pour les écoles, collèges et

lycées, position plus incertaine du législateur. A l'origine, 3 jeunes du collège de Creil avaient manifesté droit de suivre les cours avec le voile, le directeur leur avait refusé l'accès au cours au nom de la laïcité. Jospin avait consulté le CE : avis du 27 novembre 89 pas très clair et donc interprété par 2 circulaires : 12 décembre 89 et une autre de Bayrou.

Droit de porter des signes d'appartenance religieuse mais 3 limites :

- ce droit ne pas être utilisé pour ne pas suivre certains cours comme le sport
- le port de signes ne doit pas constituer un acte de provocation ou de prosélytisme ni troubler le fonctionnement normal du SP (cours de physique chimie). Cette limite est délicate, beaucoup d'établissements considèrent que le simple port du voile est ostentatoire
- le droit de manifester sa religion ne doit pas faire obstacle à l'accomplissement des missions dévolues par le législateur au SP de l'éducation.

Les inspecteurs d'académie doivent fixer les modalités d'application du droit de porter un signe d'appartenance religieuse en tenant compte de la situation particulière de chaque établissement. Le non respect peut entraîner l'exclusion de l'élève de l'établissement. L'avis est respectueux puisqu'il reconnaît le droit de porter des signes religieux. L'imprécision des 3 limites risque d'inciter les autorités scolaires locales à faire preuve de sévérité ou de laxisme en fonction des situations qui se présenteraient. Il est apparu que la tendance était plutôt à une interprétation restrictive de porter des signes.

Si l'enfant maintient son envie de manifester son appartenance religieuse, il faut créer un dialogue avec lui pour l'amener à retirer son signe soit à en porter un qui soit moins ostentatoire. Arrêt Kerouah : annule décisions injustifiées fondées sur des règlements intérieurs intolérants.

Si on interdit à une enseignante de porter le voile ce n'est pas en raison de la laïcité mais en raison du bas âge des enfants et du principe de l'unicité des sexes.

L'avis du CE a ouvert la voie à des pratiques restrictives de la part des élèves et des enseignants.

Voir 2 arrêts CE : 14 avril 1995 : Koen et Consistoire central des israélites de France.

Une loi du 15 mars 2004 relative à la laïcité au port de signes etc...a été adoptée pour les élèves fréquentant les écoles primaires, collèges et lycées. Code éducation L 141-5-1. Interdiction de signes et de tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse, possibilité de porter des signes discrets et interdiction de refuser de porter une tenue pour des questions de pratique religieuse. (cours EPS, biologie..). Pour les agents du SP, devoir de neutralité, il doit s'abstenir de toute attitude qui pourrait être interprétée comme une marque d'adhésion ou d'une critique à l'égard d'une croyance religieuse. Cela ne s'applique pas aux parents ni aux candidats qui passent des épreuves dans un établissement public. Mais attention à ne pas entraver les épreuves. Elèves ne peuvent pas s'opposer à l'enseignement, absentéisme interdit mais des autorisations d'absence sont possibles si elles ne sont ni systématiques ni prolongées (pour plus de clarté, fêtes publiées au BO). En cas d'opposition de l'élève au principe de neutralité le directeur de l'établissement doit engager un dialogue avec lui et son entourage pour le conduire à ne pas manifester ostensiblement son appartenance.

§ 2 : la gratuité de l'enseignement public

Si l'enseignement est obligatoire il doit être gratuit pour pouvoir se conformer à l'obligation légale. L'enseignement primaire est gratuit depuis loi du 16 juin 81 et secondaire depuis loi

du 31 mai 1933. En pratique le devoir de gratuité est pleinement respecté à l'égard de l'enseignement primaire, dans le supérieur les étudiants doivent payer les droits d'inscription. Avec lois de décentralisation, la charge des écoles revient aux communes, les collèges au dep, les lycées aux régions et les universités à l'Etat.

§ 3 : le rôle de l'Etat dans l'enseignement public

Les compétences de l'Etat sont exercées par le M de l'éducation nationale et celui de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'Etat garde ainsi la haute main sur l'enseignement en tant que tel ce qui est apparu pour le législateur comme un devoir puisque l'instruction est considérée comme un des ciments de la nation et un des garants de l'égalité républicaine. Les lois de décentralisation (83,84) disposent que l'Etat conserve la responsabilité du SP de l'enseignement = contenu et organisation de l'action éducatrice ainsi que la gestion des personnels et des établissements qui y concourent. L'Etat est responsable du recrutement, de la rémunération du personnel enseignant, de la définition des programmes scolaires et de leur contenu, de la délivrance des diplômes, codation des grades, organisation des cursus scolaires et universitaires. Il est aussi compétent pour les attributions de bourse et les actions sociales et sanitaires dans les milieux scolaires.

Section 3 : la liberté de l'enseignement privé et son financement

La liberté de l'enseignement désigne un des aspects de la liberté d'entreprendre, droit de créer et de faire fonctionner un établissement privé. Cela permet aux familles de disposer du choix entre pub et privé : manifestation du pluralisme des courants de pensée dans une démocratie. ¼ des enfants est dans le privé, 90% d'établissements privés sont catho. L'état proclame la liberté de l'enseignement et en garantit l'exercice aux établissements privés.

§ 1 : le droit de créer et de faire fonctionner un établissement privé

A – le droit de créer

3 conditions :

- ne pas avoir été condamné pour des faits déshonorants
- avoir 21 ans pour le primaire et 25 ans pour le secondaire, avoir le bac ou une licence
- une déclaration préalable d'ouverture au maire et inspecteur d'académie pour primaire, au recteur pour le secondaire.

= c'est facile d'ouvrir une école

B – le fonctionnement

Loi de 59 affirme que les directeurs d'écoles primaires privées sont entièrement libres dans choix des programmes mais en fonction des relations avec l'Etat il y aura certaines limites. Hors contrat et sous contrat et contrats simples et contrats d'association.

Hors contrat : liberté dans choix méthode et programme, ça ne doit pas être contraire à la C° et aux lois

Sous contrat : marge de manœuvre plus étroite car ont accepté aide financière de l'état donc doivent s'aligner sur programmes scolaires et horaires du public.

Sous contrat simple : le directeur recrute lui même les prof, avoir des diplômes identiques à ceux du public

Sous contrat d'association : l'état est l'employeur, ce sont des agents publics contractuels et non des fonctionnaires. Le directeur doit être d'accord. Les enseignants doivent s'astreindre à une obligation de réserve.

C- l'absence de liberté de codation des grades

Monopole de l'Etat pour délivrer des diplômes.

§ 2 : l'aide fi publique aux étab d'enseignements privés et pub

Le financement pub de l'enseignement privé est le point qui fait historiquement le plus de controverse. Traditionnellement, les laïcs contestaient attribution d'argent public aux écoles privés confessionnelles au nom sep de 1905 : rép ne subventionne aucun culte.

Loi Debré autorise financement public des établissements privés. Ainsi dans le cadre de divers contrats, l'Etat prend à sa charge la rémunération des enseignants et les autres dépenses de fonctionnement. Les établissements sous contrats doivent respecter une série d'obligations : accueil de tous les élèves sans discrimination, respect liberté de conscience, rigueur pédagogique et fi. Ce financement a donné lieu à 2 affrontements pol : 84.

Si l'Etat est responsable de l'ensemble du système éducatif, lois de décentralisation 82, 83, 2003, 2004 ont transféré compétences aux coll ter. Principe des compétences partagées. Certaines missions vont être confiées aux communes, dép et régions.

Compétence ter communes : recrutent, rémunèrent et gèrent la carrière des personnels non enseignants des écoles ; il revient au C municipal de décider création école pub après avis préfet. Maire fixe horaires ouverture fermeture de l'école.

Les conseils généraux : construction, rénovation dépenses entretien et fonctionnement pour les collèges, organisation et financement du transport scolaire.

Conseils régionaux : idem dep mais pour les lycées.

Le contrôle de l'état sur les établissements privés est donc relativement important pas tant au regard du financement qu'au regard du contenu de l'enseignement et du recrutement et gestion des enseignants, Si les discussions philo entre pub et privé n'existent plus, le financement pour permettre l'égalité de tous pourrait être le seul problème déclencheur de ce que l'on appelait à l'époque une guerre scolaire.